

Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes portant
sur l'analyse des marchés de gros de la terminaison
d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS des opérateurs
en métropole et outre-mer pour la période 2014-2016.

Réponse d'Orange

28 mai 2013 au 28 juin 2013

Version publique

Les paragraphes de la réponse entre [] relèvent du secret des affaires.

Contacts : thierry1.mutschler@orange.com
estelle.messeant@orange.com
benoit.bacquey@orange.com

Lien vers la consultation :
http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-adm-TAF-TAM-TASMS-mai2013.pdf

Synthèse

Orange se félicite du travail accompli par l'Autorité sur son projet d'analyse des marchés de gros des terminaisons d'appel fixe et mobile, tout en ne partageant pas totalement certaines analyses décrites dans le document (notamment en ce qui concerne le marché des SMS).

Il est en particulier très important comme le propose l'ARCEP et comme le recommande la Commission européenne, que l'ensemble des opérateurs soit soumis au même plafond tarifaire en matière de terminaison d'appel sur un marché donné (métropole d'une part, outre-mer d'autre part).

Par contre, Orange est très préoccupée par deux sujets importants liés à l'interconnexion et aux terminaisons d'appel :

- l'asymétrie constatée entre les niveaux tarifaires de terminaison d'appel vocal ou SMS applicables en France et ceux appliqués dans d'autres pays étrangers, y compris au sein de l'Union européenne,
- le changement majeur que propose d'imposer l'ARCEP à Orange en matière d'architecture d'interconnexion de son réseau fixe consistant à réduire très fortement et très rapidement le nombre de points d'interconnexion pertinents.

Asymétrie des terminaisons d'appel entre opérateurs français et opérateurs étrangers.

Les plafonds tarifaires des terminaisons d'appel vocal ou SMS imposés par l'ARCEP aux opérateurs français sont parmi les plus bas au monde. Cela pénalise indûment les opérateurs français et plus généralement l'économie française, notamment du fait d'échanges financiers déséquilibrés liés au trafic transfrontière. Il est important que la réglementation applicable en matière de terminaison d'appel lors du prochain cycle prenne en compte cette situation et corrige les déséquilibres constatés.

Une première solution serait de distinguer au sein du marché pertinent analysé, le marché des terminaisons d'appels d'origine domestique du marché des terminaisons d'appels d'origine internationale. A minima, les remèdes correspondant pourraient différer compte tenu de la différence d'impact de ces remèdes sur les marchés de détail en aval des marchés de gros analysés. Le plafond tarifaire reflétant les coûts incrémentaux pourrait par exemple n'être imposé que pour les appels d'origine européenne.

En tout état de cause, l'ARCEP devrait rechercher à limiter strictement les écarts entre plafonds tarifaires imposés aux opérateurs français et ceux imposés aux opérateurs étrangers, et tout particulièrement aux opérateurs de l'Union européenne par leur Autorité de régulation. Elle devrait ainsi exclure toute nouvelle baisse de ces plafonds tarifaires durant le prochain cycle compte tenu de ce contexte.

En particulier en matière de terminaison d'appel vocal, l'ARCEP pourrait tenir compte des résultats obtenus dans les travaux des autres Autorités de régulation européennes visant à déterminer des niveaux tarifaires respectant la recommandation de la Commission européenne (orientation vers les coûts incrémentaux de long terme), et ne devrait pas s'appuyer uniquement sur son modèle de coût. En parallèle, un modèle unique européen pourrait être défini (par exemple par l'ORECE) afin de conduire les différentes Autorités de régulation de l'Union européenne à déterminer des plafonds tarifaires cohérents, tenant compte des particularités de chaque pays de façon cohérente.

En matière de terminaison d'appel SMS, si l'ARCEP confirme son intention de réguler ce marché *ex ante* alors même qu'il ne figure pas dans la liste des marchés pertinents que la Commission européenne recommande de réguler et que ce marché n'est pas régulé dans la grande majorité des pays européens, il est impératif que cela ne conduise pas à pénaliser indûment les opérateurs

français. Les obligations réglementaires qui seraient applicables aux opérateurs français doivent leur permettre notamment d'appliquer des tarifs symétriques pour le trafic échangé avec des opérateurs étrangers qui ne seraient pas soumis à réglementation pour leur terminaison. Un plafond tarifaire symétrique d'1cent€/SMS est adapté à la terminaison de SMS échangés entre opérateurs français, une baisse en deçà de ce niveau étant susceptible de favoriser les SPAM. Il ne paraît pas pertinent de fixer *ex ante* un plafond tarifaire pour la terminaison de Push SMS ni de réguler la terminaison MMS.

Réduction significative du nombre de points d'interconnexion pertinents de l'architecture d'interconnexion fixe d'Orange.

Orange s'étonne que le document soumis à consultation propose un tel changement majeur d'obligation applicable uniquement à Orange pour le trafic destiné à ses clients utilisant des accès RTC.

Il n'existe aucune évolution nouvelle sur le marché tendant à montrer que l'architecture actuelle de l'interconnexion vers les accès RTC provoque une quelconque distorsion sur les marchés de détail en aval des marchés de terminaison d'appel.

Cette architecture étant stable depuis environ 15 ans, tous les opérateurs ont su mettre en œuvre des solutions pour s'interconnecter soit directement (en réalisant des investissements durant les années passées), soit en s'approvisionnant sur le marché du transit dont le caractère concurrentiel est largement reconnu.

A ce jour les réseaux des opérateurs sont toujours en cours d'évolution vers des réseaux NGN, et bien qu'Orange propose une modalité d'interconnexion IP pour le trafic à destination de ses clients de la boucle locale fixe IP, peu d'opérateurs ont souscrit et mis en place cette modalité pour acheminer l'ensemble de leur trafic vers ces accès IP.

Il est aujourd'hui totalement prématuré d'envisager une modalité d'interconnexion qui se limiterait à la technologie IP dans la mesure où au moins un opérateur majeur français ne partage pas les recommandations en matière de normalisation d'interconnexion IP définies par la FFT, cet opérateur demande par ailleurs à Orange de conserver son architecture d'interconnexion en mode TDM. En outre, l'utilisation d'une interconnexion IP pour atteindre des clients finals utilisant le RTC induirait des surcoûts et des inefficacités qui se devraient d'être pris en compte dans la charge de réception d'appel.

Ce changement d'architecture aurait des répercussions importantes et significatives pour les opérateurs tiers sur la collecte de leur trafic vers les services à valeur ajoutée et la collecte de trafic de la sélection du transporteur (en d'autres termes, sur les différents départs d'appel). En effet les points d'interconnexion pertinents sur le RTC servent tant pour le trafic entrant que pour le trafic sortant (les faisceaux sont bidirectionnels) ; ces deux types de trafic ne pouvant pas être collectés sur les points d'interconnexion pertinents IP, cette technologie n'étant pas mature à ce jour pour ce type d'échange de flux de trafic.

Une réduction significative du nombre de points d'interconnexion pertinents nécessite en tout état de cause une étude préalable afin de déterminer le nombre pertinent à la cible de points d'interconnexion (le chiffre de 10 maximal mentionné dans le document est tout à fait arbitraire et n'est en rien étayé) ainsi que l'horizon temporel et le rythme adaptés à un tel changement majeur tenant compte de la baisse structurelle de trafic destiné aux accès RTC d'Orange.

En conclusion un tel changement brutal d'obligation ne paraît ni justifié, ni proportionné.

Réponses d'Orange aux questions posées dans la consultation publique

Question 1 : Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la définition et la délimitation des marchés proposés par l'Autorité.

La définition d'un marché de terminaison d'appel indiquée par l'Autorité est conforme avec les décisions en vigueur de la Commission européenne. Toutefois Orange estime qu'il conviendrait de distinguer le marché des terminaisons d'appels pour les communications en provenance de l'international de celui des terminaisons d'appel pour les communications d'origine nationale, compte tenu des différences de réglementation existant entre la France et les pays étrangers et des différences en matière d'effet sur les marchés aval. Cette distinction pourrait se faire soit au niveau de la définition des marchés pertinents, soit au niveau des obligations imposées aux opérateurs identifiés comme exerçant une influence significative.

Question 2 : Les acteurs sont invités, le cas échéant, à indiquer à l'Autorité si des opérateurs devraient être ajoutés ou au contraire retirés des listes présentées en Annexe A et en Annexe B. Ces indications pourront également concerner des opérateurs amenés à devenir commercialement actifs avant l'adoption du présent projet de décision.

Orange n'a pas de remarque à ce stade sur la liste proposée en annexe A (pour les opérateurs fixes). Par contre sur la liste de l'annexe B (pour les opérateurs mobiles) l'opérateur Mobiquithings a été omis.

Orange tient à souligner que l'Autorité devra être vigilante sur toute entrée de nouveaux opérateurs pendant la période de cette analyse de marché (2014-2016). En effet durant les mois passés, il est avéré que de nouveaux entrants ne figurant pas dans les listes annexées aux décisions d'analyse de marché ont été réticents à appliquer les plafonds tarifaires de terminaison d'appel vocal figurant dans ces décisions. Les discussions menées sur ce sujet avec les nouveaux entrants sont une perte de temps et d'énergie et d'une totale inefficacité, a fortiori si cela ne peut se régler que par l'engagement d'une procédure formelle de demande de règlement de différend soumise à l'Autorité. Toute initiative de l'Autorité permettant d'améliorer la situation en la matière serait bienvenue.

Question 3 : Certains opérateurs ont sollicité l'Autorité pour qu'elle inclue la terminaison d'appel MMS dans les marchés de terminaisons d'appels régulés. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la pertinence d'ajouter les marchés de la terminaison d'appel MMS à la présente analyse de marchés. Dans leur réponse, les acteurs sont invités à transmettre des éléments relatifs aux tarifs de gros de la terminaison d'appel MMS actuellement en vigueur, aux déséquilibres de trafic et aux problèmes concurrentiels éventuellement rencontrés concernant cette prestation.

Le marché de la terminaison d'appel MMS ne fait pas partie des marchés pertinents identifiés par la Commission européenne comme nécessitant une régulation *ex ante*. Orange estime qu'il n'y a pas lieu de le réguler sur le territoire national.

Comme le mentionne l'Autorité dans son analyse de marché, le MMS est un service permettant une communication plus élaborée que le SMS, en particulier en offrant la possibilité d'envoyer une image prise par un téléphone disposant d'un appareil photo intégré.

Avant d'imposer une régulation *ex-ante* de ce marché il faut veiller à ce que les 3 critères de la recommandation européenne pour l'envisager soient effectivement remplis. Or, la définition du marché pertinent, par l'analyse de substituabilité, aboutira vraisemblablement à définir un marché plus large que le seul marché de la terminaison d'appel MMS sur lequel il apparaîtra clairement qu'il n'existe pas de barrière à l'entrée du fait en particulier du développement d'acteurs tels que les OTT avec des technologies différentes mais substituables aux MMS hautement concurrentielles.

Nous constatons par ailleurs aujourd'hui une symétrie (ratio Entrant / Sortant proche de 1) dans les flux de trafic MMS d'Orange avec les autres opérateurs mobiles. Les tarifs pratiqués étant symétriques, l'équilibre dans les flux de trafic se traduit par des flux financiers inter-opérateurs équilibrés.

Un MMS émis n'engendre pas nécessairement un MMS reçu mais statistiquement, les MMS sont émis de manière équilibrée entre clients des différents opérateurs, utilisateurs de ce service. Cela est illustré par les données ci-dessous qui rappellent les volumes et montants facturés au titre des MMS reçus et émis par les clients d'Orange en métropole ainsi que les tarifs unitaires pris en compte. Les données ci-dessous sont couvertes par le secret des affaires.

[...]

Enfin, les MMS sont de plus en plus intégrés sous la forme d'illimité dans les forfaits du marché de détail, ce qui dénote que **les niveaux tarifaires de terminaison pratiqués ne sont pas un obstacle au développement des usages** et que **la régulation du marché de la terminaison d'appel MMS n'est pas nécessaire**.

Question 4 : Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur fixe disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Orange partage la conclusion de l'Autorité selon laquelle chaque opérateur contrôlant l'accès au service téléphonique d'un utilisateur final doit être désigné comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe de son réseau individuel, et considère qu'il existe une réelle et totale symétrie de situation entre chaque opérateur en la matière.

C'est pourquoi Orange est favorable à ce que les terminaisons d'appel vocal soient symétriques entre tous les opérateurs sur la période de cette analyse de marché (2014-2016) telle que proposée par l'Autorité, conformément à la recommandation de la Commission européenne sur ce sujet.

Question 5 : Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des **appels vocaux mobiles** à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la **terminaison d'appel vocal mobile** vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Question 6 : Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des **SMS** à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la **terminaison d'appel SMS** vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Il est utile que l'ARCEP rappelle clairement que seuls les opérateurs « *disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique (fixe ou mobile) de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination* » peuvent prétendre à facturer une terminaison d'appel, mais aussi que cela leur impose de proposer une offre et un contrat afférent sous leur propre responsabilité, sans imposer le recours à un contrat avec un acteur tiers. En particulier, s'agissant d'un opérateur « Full-MVNO », les points d'interconnexion pertinents désignés doivent relever de sa seule responsabilité et doivent pouvoir se distinguer des points d'interconnexion existants et utilisés par ailleurs par son opérateur hôte pour le trafic destiné à ses clients, une telle mutualisation pouvant éventuellement être tolérée durant une période initiale transitoire. Il serait approprié que l'ARCEP précise cette règle afin de dissiper toute ambiguïté en la matière.

L'ARCEP devrait également préciser que seuls les opérateurs qui fournissent effectivement un service mobile (en s'appuyant le cas échéant sur les prestations d'opérateurs hôtes qu'ils rémunèrent à cette fin) peuvent prétendre aux tarifs de terminaison d'appel voix et SMS définis dans sa décision. Les « opérateurs déclarés » qui, pour rendre leur service au client final, ne prennent pas en charge les coûts d'acheminement radio des appels doivent être clairement exclus du périmètre des opérateurs éligibles à la terminaison d'appel mobile.

Question 7 : Les acteurs sont invités à commenter le document « Bilan et perspectives » joint en Annexe du présent projet de décision.

Le développement de la concurrence sur le marché de la téléphonie fixe.

Orange fait le constat que ses offres de gros et en particulier les offres de terminaison d'appel vocal permettent aux autres opérateurs de commercialiser des offres innovantes sur tout le territoire et sur tous les segments de clientèle sur le marché de détail dans son ensemble, ces offres incluent notamment dans la quasi-totalité des cas des forfaits de trafic illimités vers les numéros fixes.

De plus, force est de constater que les différentes modalités d'interconnexion existantes et proposées par Orange (et les différents types de point d'interconnexion pertinent sur le fixe) ne sont en aucune façon une entrave au bon déroulement et à l'atteinte d'une certaine maturité du marché de détail et en particulier les points d'interconnexion pertinents actuels pour atteindre les clients finals de la boucle locale sur la technologie RTC. On constate par ailleurs une baisse continue significative du parc d'accès RTC d'Orange et donc du trafic acheminé vers ses accès.

Le développement de la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile.

Le document « Bilan et perspectives » de l'Autorité ne met pas clairement en évidence que le cycle passé a été marqué par l'arrivée fracassante sur le marché de Free Mobile qui, après avoir bénéficié de conditions d'entrée sur le marché mobile français très favorables, s'est vu accorder les bénéfices d'une forte asymétrie de terminaison d'appel vocale jusqu'au 30 juin 2013, asymétrie également accordée aux Full-MVNO alors que la Commission européenne, lorsqu'elle avait émis de sérieux doutes quant au projet initial de décision de l'Autorité, avait mis en avant l'effet contre-productif que pouvait avoir la fixation de plafonds tarifaires de terminaison d'appel asymétriques qu'elle n'estimait par ailleurs pas justifiés.

Cette asymétrie a permis, à Free Mobile notamment, de limiter en sa faveur l'impact économique de ses tarifs de détail très agressifs, en gagnant sur le marché de gros quelques € par client et par mois de plus que ses concurrents au détriment des opérateurs établis. Au regard des résultats financiers publiés par le groupe Iliad pour l'année 2012, il est désormais parfaitement clair qu'une telle asymétrie n'était en rien nécessaire pour permettre à Free Mobile de lancer ses offres mobiles.

Dans les réflexions de l'Autorité concernant la présente analyse de marché, nous tenons à souligner l'importance qu'il y a à prendre en compte la situation économique difficile du marché des communications électroniques en France, et en particulier la situation de l'ensemble des opérateurs, avec la particularité française d'avoir subi l'arrivée d'un quatrième opérateur mobile sur un marché déjà mature.

De plus, les services des OTT viennent concurrencer les services offerts par les opérateurs de réseau en s'appuyant, sans contrepartie, sur les investissements de ces derniers.

En ajoutant à cela, la pression fiscale très lourde (20% des investissements du secteur), nous parvenons à une situation où les opérateurs français sont en grande difficulté :

- baisse de leurs revenus (-5,3% sur un an au 4^{ème} trimestre 2012 en tenant compte des revenus sur le marché des clients finals et le marché intermédiaire figurant dans le dernier observatoire trimestriel des marchés des communications électroniques en France ; -11,2% sur le seul marché mobile en intégrant les revenus des services mobiles et des services d'interconnexion des opérateurs mobiles) ;
- baisse de leur valorisation boursière ;
- baisse des revenus unitaires par client ;
- baisse continue des prix.

Or les enjeux du secteur (et collatéralement de l'économie française par les effets induits) sont colossaux : investissements dans la fibre, dans la 4G, dans l'innovation des services et explosion des volumes de trafic à transporter.

Un tel contexte accentue l'importance que le cadre réglementaire s'imposant aux opérateurs français ne les pénalise pas par rapport aux opérateurs étrangers. Cela est vrai en particulier pour les obligations liées aux terminaisons d'appel dont l'impact financier est significatif. Cela devrait conduire notamment l'Autorité à ne pas envisager de réduire les niveaux tarifaires des terminaisons d'appel, et d'en alléger les contraintes concernant le trafic international pour les raisons décrites par ailleurs dans notre réponse. Cela permettrait d'alléger la pression réglementaire spécifique (avec les baisses de revenus associés) portant sur les opérateurs français, de préserver des possibilités d'investissement indispensables pour le développement économique de la France, sans nuire à la forte intensité concurrentielle qui caractérise le marché français.

Le Bill and Keep.

Dans le document « Bilan et Perspectives » il est mentionné page 54 :

« Dans un contexte de nouvelle réduction du tarif de la terminaison d'appel vocal fixe à un niveau désormais relativement faible, il n'est pas exclu que certains opérateurs choisissent de ne plus se facturer mutuellement les prestations de terminaison d'appel (système dit de « Bill and Keep ») ».

Orange souhaite rappeler son point de vue sur l'usage du *Bill and Keep* qui ne peut se concevoir que dans des contextes très spécifiques au risque de créer des perturbations financières et juridiques.

Le *Bill and Keep* (B&K) ne peut se concevoir que s'il émane de la volonté des acteurs du secteur des télécommunications, dans un contexte d'équilibre des échanges de terminaison d'appel vocal. En aucun cas le *Bill and Keep* ne devrait être imposé par le régulateur qui se trouverait confronté à des problèmes technico-économiques tels que la gestion et la définition des points d'interconnexion pertinents, de capacité, d'éligibilité au régime du B&K, de qualité, de procédure, avec de nombreux possibles litiges à la clef.

De plus ces échanges de trafic donc ces échanges de prestations de services ne ferait plus l'objet d'une tarification ni d'une facturation, d'où une perte conséquente et significative en terme de taxe sur la valeur ajoutée attendue par l'Etat français.

De plus des tarifs de terminaison d'appel voix basés sur les coûts permettent une forte pénétration des services, car ils permettent la fourniture de services post payés ainsi que de services prépayés assurant que les coûts de fourniture de ces services sont effectivement couverts.

Un client prépayé qui reçoit principalement des appels et donc ne contribue que peu aux revenus de détails peut être conservé sur le réseau du fait des revenus de la terminaison d'appel voix. Un client qui utilise son téléphone uniquement pour les appels d'urgence ou en déplacement va générer des coûts dans la mesure où le réseau (mobile, dans notre exemple) doit détecter où le client se situe géographiquement et si son téléphone est allumé. C'est pourquoi ce client prépayé engendre des coûts mais ne contribuerait à aucun revenu dans le régime du *Bill and Keep*. La terminaison d'appel est, dans notre exemple, le mécanisme le plus efficace pour couvrir les coûts de fourniture d'un service au client du marché final.

Problématique des terminaisons d'appel d'origine internationale

Dans le document « Bilan et Perspectives », il est indiqué à juste titre dans la partie 5.2.4 traitant de ce sujet que des différences significatives existent en matière de terminaisons d'appels entre la France et les pays étrangers, y compris les pays appartenant à l'Union européenne alors même que cela est de nature à créer une distorsion concurrentielle au sein du marché unique européen et à pénaliser indûment les opérateurs français. L'ARCEP indique qu'elle « restera attentive à cette question ».

Le problème relevé par l'Autorité est réel, y compris en matière de terminaison d'appel mobile avec certains pays majeurs de l'Union européenne. Il est encore plus flagrant avec de nombreux autres pays n'appartenant pas à l'Union européenne. Il est donc important que l'Autorité aille plus loin en la matière, en particulier dans la détermination des obligations imposées aux opérateurs français lors du prochain cycle. Orange propose à l'Autorité différentes approches dans ce but dans sa réponse à la question 15.

Question 8 : Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant les problèmes concurrentiels rencontrés sur les marchés analysés.

La régulation en place a permis d'adresser une grande partie des problèmes concurrentiels rencontrés lorsque les terminaisons d'appel voix ont atteint un niveau tarifaire symétrique (fixe d'une part, et mobile d'autre part) correspondant au coût incrémental de long terme (ce qui est le cas pour la France depuis le 1^{er} juillet 2013), l'exception la plus notable restant l'asymétrie avec la situation hors de France. Dans ce contexte, le mécanisme d'analyse de marchés pertinents de terminaisons d'appel vocal pourrait disparaître à terme ainsi que la réglementation attachée pour laisser place à un système de réglementation s'appuyant d'une part sur l'article 5 de la Directive Accès et d'autre part sur le droit de la concurrence afin de gérer les terminaisons sur une base symétrique.

S'agissant de la terminaison d'appel SMS, sur le territoire métropolitain, les flux de trafic SMS entre opérateurs mobiles étant équilibrés et l'ARCEP ayant mis en évidence le fait que, à compter de 2013 au moins, les coûts de la terminaison d'appel SMS d'un « nouvel entrant 3G » efficace étaient comparables à ceux d'un opérateur « historique », seule une parfaite symétrie de la terminaison d'appel entre les opérateurs permet de garantir l'absence de perturbation sur le marché de détail.

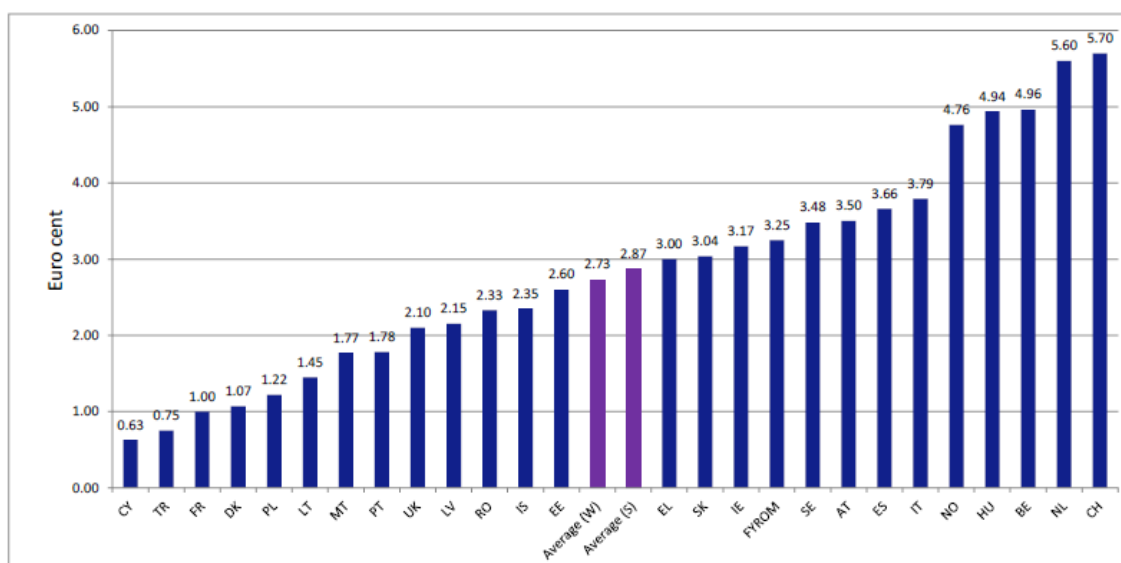
En matière de Push SMS, il n'est pas question d'échange de trafic entre opérateurs mobiles et la notion d'équilibre de flux de trafic ne s'applique pas. Néanmoins, les « nouveaux entrants » ne pouvant justifier de surcoût de terminaison d'appel, il n'y a pas lieu qu'ils pratiquent des tarifs plus élevés que ceux des opérateurs en place. Le fait que Free Mobile et certains Full-MVNO pratiquent aujourd'hui des tarifs de terminaison d'appel SMS Push plus élevés [...] qu'Orange, SFR et Bouygues crée une distorsion de concurrence au détriment des opérateurs qui facturent aujourd'hui la terminaison d'appel SMS Push à 3 cent€/SMS.

Mais le problème principal rencontré sur les marchés analysés est celui relatif aux échanges de trafic entre les opérateurs français et les opérateurs européens ou extra-communautaires au titre de la terminaison des appels origine internationale évoqués dans la réponse à la question précédente.

Comme l'illustrent les benchmarks réalisés par l'ORECE en juin 2013 portant sur les tarifs de terminaison d'appel vocal de janvier 2013 (annexes 1 et 2 du présent document), le niveau des terminaisons d'appels des opérateurs est, en France, très inférieur au tarif moyen de terminaison d'appel pratiqué par les opérateurs européens qui se situe autour de 0,5 cent€/min pour la terminaison d'appel fixe et 2,5 cent€/min pour la terminaison d'appel vocale mobile. Plus généralement, le niveau des terminaisons d'appel en France figure parmi les plus bas au monde. Cette situation pénalise indûment l'ensemble des opérateurs français et il est important que la réglementation définie par l'ARCEP lors du prochain cycle permette de corriger cette situation. Ce sujet est abordé plus en détail dans la réponse à la question 15.

S'agissant de la terminaison d'appel SMS, à l'échelle européenne, la France est un des rares pays européen dans lequel les terminaisons d'appels SMS sont régulées et le benchmark réalisé par l'ORECE sur les tarifs des terminaisons d'appel SMS en vigueur en janvier 2013 fait là aussi apparaître clairement que **le tarif en France (1 cent€/SMS) est aujourd'hui un des plus bas d'Europe** et il est très inférieur à la moyenne des tarifs de terminaison d'appel SMS pratiqués par les opérateurs européens qui se situe autour de 3 cent€/SMS.

SMS TR per country – January 2013



Lors du précédent cycle de régulation, à la demande de la Commission européenne, l'Autorité a supprimé la clause de réciprocité qu'elle avait introduite dans la version initiale de sa décision.

Dans ces conditions, si les opérateurs français étaient effectivement contraints de facturer aux opérateurs étrangers non régulés une terminaison d'appel largement inférieure à celle qui leur est facturée (alors que les coûts supportés par ces opérateurs pour terminer un SMS sont probablement du même ordre de grandeur) :

- il y aurait là un transfert financier entre opérateurs européens au détriment des opérateurs français et du marché français en général ;
- nous serions probablement confrontés au développement des SPAM par les passerelles internationales ou l'utilisation détournée de ces accords pour l'envoi des SMS Push par le biais des accords entre opérateurs européens au détriment des agrégateurs nationaux.

Question 9 : Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la pertinence des marchés de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS pour une régulation *ex ante*.

Concernant la pertinence du marché de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile, Orange partage l'analyse de l'Autorité et souhaite qu'une régulation *ex-ante* perdure durant la période délimitant la prochaine analyse de marché (2014-2016) avec une symétrie durable des terminaisons d'appel vocal (fixe et mobile) pour cette même période, à un niveau comparable aux opérateurs des autres pays européens, afin de donner à l'ensemble du secteur une visibilité à moyen et long terme.

Pour ce qui concerne les terminaisons d'appels SMS, Orange considère que l'analyse de la substituabilité sur les marchés de détail se doit de mieux prendre en compte les récentes évolutions du marché décrites ci-après.

Le marché de Smartphones est en pleine croissance.

Médiamétrie estime qu'au 4ème trimestre 2012¹, 55,8% des utilisateurs de téléphone mobile de 15 ans et plus étaient équipés de Smartphones, en hausse de 40% en un an.

Analysys ²prévoit de son côté, dans une étude publiée en décembre 2012, une augmentation de la pénétration des services à partir des Smartphones d'environ 60% d'ici 2017 dans les pays d'Europe de l'Ouest

Certains constructeurs comme Ericsson ³prévoient le triplement de Smartphones dans le monde dans les 5 ans à venir.

Le marché des SMS de contenu (Push SMS) est, et sera plus encore sur la période couvrant le prochain cycle d'analyse de marché, substituable.

Les applications disponibles sur Smartphone proposent pour la plupart l'envoi de Push de notification.

[.....]

Avec la pénétration des Smartphones et la consultation des mails via le terminal mobile, l'e-mail concurrence plus que jamais les Push SMS.

Nous avons déjà pu constater un fort ralentissement de croissance des volumes de Push au second semestre 2012 et anticipons aujourd'hui une baisse des volumes annuels des Push SMS dès 2014.

Le SMS interpersonnel est également substituable.

Bien que ce marché ne soit pas dans la liste des marchés pertinents définis par la Commission européenne, l'AGCOM, a mené son analyse de marché et a décidé de ne pas réglementer la terminaison SMS considérant que l'Instant Messaging⁴ et l'e-mail sont des substituts du SMS au niveau du marché de détail et que cela constitue une contrainte directe sur le marché de gros de la terminaison SMS ainsi que sur le niveau de concurrence du marché de détail.

L'AGCOM argumente sur le fait que si l'opérateur mobile augmente le niveau de sa terminaison de gros, tout ou partie de cette augmentation devra être transmise au prix de détail en accélérant la fuite vers les canaux alternatifs, réduisant la demande pour l'offre de gros de terminaison SMS et rendant le prix initial de gros non profitable. Orange partage cette analyse.

Sur le marché français, les données de l'observatoire des marchés (mobile) publiés par l'ARCEP mettent par ailleurs en évidence le fait que la « croissance en glissement annuel » des volumes de SMS connaît en France un fort ralentissement.

Trafic SMS - National	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13
Trafic SMS en milliards (13)	44,372	45,426	43,725	48,239	51,099
- Croissance nette trimestrielle (4)	2,643	1,054	-1,702	4,515	2,860
- Croissance trimestrielle en %	6,3%	2,4%	-3,7%	10,3%	5,9%
- croissance en glissement annuel	31,2%	27,7%	21,3%	15,6%	15,2%
- Trafic SMS mensuel moyen par client actif (13)	222	224	213	230	241

¹ TELEPHONIE & SERVICES MOBILES - Principaux Résultats 4ème trimestre 2012 - Médiamétrie

² Analysys Mason - Operator and OTT voice and messaging services in Western Europe : forecasts and analyses 2012-2017 – December 2012

³ http://lexpansion.lexpress.fr/high-tech/le-nombre-de-smartphones-va-tripler-dans-5-cinq-ans_375647.html

⁴ WhatsApp se réclame déjà de 10 milliards de messages livrés par jour

Si les effets de substitution du SMS par d'autres services de messagerie mobile ont été limités sur le marché français c'est en raison de la généralisation progressive, depuis 2007, des SMS en mode illimité.

L'effet de substitution est favorisé par un opportunisme tarifaire de la part du client, qui n'a pas de raison d'être sur le marché français.

La situation a été très différente dans d'autres pays européens. En Espagne, par exemple, nous pouvons constater une pénétration beaucoup plus élevée de WhatsApp au détriment de la consommation des SMS, en raison du lancement tardif d'offres d'abondance SMS, alors que l'internet mobile est déjà bien intégré.

Comme nous l'avons mentionné, la France est un des rares pays européens dans lequel les terminaisons d'appels SMS sont régulées et nous ne partageons pas l'analyse et les conclusions de l'ARCEP sur la pertinence de la régulation du marché de la terminaison d'appel SMS, le SMS étant substituable par des services se basant sur des technologies différentes mais hautement concurrentielles.

Question 10 : Les acteurs sont invités à se prononcer sur le caractère raisonnable (i) d'une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents dans le réseau fixe de France Télécom (y compris pour sa partie RTC) ainsi que (ii) d'une période de mise en œuvre limitée à 2 ans.

Tout d'abord, Orange estime que son réseau RTC avec « *sa capillarité et sa structure hiérarchique* » n'est pas particulièrement « *complexe* », la preuve étant que plus de 90% du volume total de la terminaison d'appel des opérateurs alternatifs de réseau passe aujourd'hui par les points d'interconnexion réputés pertinents pour le RTC (CAA), que la plupart des opérateurs alternatifs et la totalité des acteurs majeurs sur le marché de gros sont déployés sur ces points d'interconnexion pertinents, et que la structure hiérarchique du même réseau a permis comme l'ARCEP nous l'avait imposé (décision 00-0030 du 5 janvier 2000 réglant un différend entre Télécom Développement et France Télécom), d'offrir une offre de sécurisation (au niveau du PRO) aux opérateurs alternatifs.

En tout état de cause, si complexité il y a, celle-ci est désormais largement maîtrisée par les opérateurs qui savent parfaitement soit s'interconnecter en direct sur les points d'interconnexion pertinents définis dans l'offre d'interconnexion d'Orange, soit retenir un ou plusieurs prestataires de transit, ce marché étant très fortement concurrentiel (Orange dispose d'ailleurs d'une part de marché minoritaire sur ce marché), cette situation étant en place depuis environ 15 ans.

Le déploiement des interconnexions de plusieurs opérateurs alternatifs aux différents points d'interconnexion du réseau RTC d'Orange a permis le développement d'une concurrence saine par les infrastructures, souhait et objectif maintes fois affirmés par l'Autorité. Par ailleurs, aucune évolution récente du marché ne tend à démontrer que cette situation nuit ou perturbe le développement de la concurrence sur le marché aval.

Comme nous avons pu déjà le souligner et comme le montre le document « Bilan et perspectives » de l'Autorité avec plus de 17 millions d'abonnement RTC, cette technologie permet de fournir un service exclusivement voix, sur une technologie efficace : ni Orange, ni aucun opérateur alternatif n'a développé de services principalement téléphoniques en France sur une technologie alternative.

Orange ne peut en aucun cas souscrire au caractère raisonnable et proportionné d'une telle réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents pour la partie RTC et demande un maintien des points d'interconnexion pertinents actuels sur la période couverte par cette analyse de marché, pour atteindre les clients RTC.

Notre demande s'appuie sur les éléments suivants.

- Comme le mentionne l'Autorité dans son document mis en consultation publique, l'interconnexion en mode IP natif a commencé à se développer mais reste à un niveau marginal par rapport à l'interconnexion RTC. Vu le nombre de commandes reçues de la part des opérateurs de réseau pour cette nouvelle interconnexion, le marché démontre que sa généralisation est lente et qu'elle ne sera atteinte qu'à partir de 2015 voire 2016. En outre, il existe à ce jour des divergences de vue majeures entre opérateurs sur le protocole à appliquer pour l'interconnexion IP : au moins un opérateur majeur ne souscrit pas aux conclusions des travaux réalisés par la FFT en la matière, cet opérateur demande à Orange de conserver son interconnexion de type TDM tant que ces travaux de normalisation n'auront pas abouti à une solution agréée par tous les acteurs.

- Il ne faut pas omettre que les opérateurs alternatifs se sont déployés sur les points d'interconnexion pertinents du RTC et ont réalisé des investissements pérennes et majeurs. Par conséquent ces opérateurs doivent amortir leurs investissements. De manière similaire, réduire significativement le nombre de PiP reviendrait pour Orange à investir dans une architecture nouvelle pour l'écoulement du trafic vers ses accès RTC, alors même que le nombre de ces accès ne cesse de diminuer.

- Aujourd'hui les points d'interconnexion pertinents pour le RTC traitent des flux de trafic bidirectionnels (trafic entrant et trafic sortant). Donc un point d'interconnexion pertinent du RTC sert à la fois pour le trafic de terminaison d'appel mais aussi pour du trafic de départ d'appel. Or à ce jour les points d'interconnexion en mode IP (les équipements, protocoles techniques qui en découlent) ne peuvent pas traiter certains flux de trafic comme par exemple les flux de trafic collectés vers les Services à Valeur Ajoutée à cause du manque de normalisation (protocole SIP ne traitant pas les SVA à ce jour) et du manque de maturité de la nouvelle technologie.

- Tant que notre obligation de fournir une offre de gros de sélection du transporteur perdure les points d'interconnexion pertinents (PiP) du RTC ne pourront pas disparaître et comme ils sont des PiP pour le trafic sortant, cela génère des économies d'échelles dans les investissements des opérateurs alternatifs.

- Dans le cas de figure où les points d'interconnexion pertinents de l'interconnexion IP devaient traiter les communications vers les accès RTC cela occasionnerait un surcoût en équipements additionnels (passerelles d'interconnexion vers le RTC, Media GateWay, etc...) et cela ne pourrait que renchérir le coût complet de la terminaison d'appel et par voie de conséquence les coûts à recouvrer auprès des opérateurs commerciaux des clients RTC recevant les communications, d'où une augmentation très conséquente de la charge de réception d'appel (CTACPA), élément de coût recouvré sur le marché de gros au travers de l'offre de la VGAST.

- Enfin, en tout état de cause, une réduction du nombre des points d'interconnexion pertinents du RTC ne pourrait être envisagée qu'après une étude ad hoc prenant en compte « *sa structure hiérarchique* » qui présente de nombreux avantages, mais n'est probablement pas compatible avec un maximum de 10 points d'interconnexion, chiffre paraissant tout à fait arbitraire à ce stade.

En conclusion, Orange considère que cette évolution forte d'une obligation réglementaire qu'elle est seule à supporter et portant sur un marché en décroissance n'est ni justifiée, ni proportionnée et n'est donc pas raisonnable. Si l'ARCEP parvient néanmoins à démontrer le contraire, il restera nécessaire préalablement à la détermination de chiffres précis en la matière (nombre de PiP à la cible et date d'atteinte de la cible), qu'Orange puisse conduire une étude précise sur le sujet afin d'éviter toute imposition de règles arbitraires et déterminer le rythme adapté à de telles évolutions. Une telle étude pourrait être conduite lors de la prochaine période d'analyse de marché pour mise en œuvre lors de la période suivante à partir de 2017, de façon à donner le temps à chaque opérateur concerné de procéder aux évolutions techniques et contractuelles nécessaires.

Question 11 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur une extension de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts aux opérateurs Orange Réunion et Digicel.

Orange renvoie l'Autorité aux réponses d'Orange Réunion et Orange Caraïbes sur cette question.

Question 12 : Les acteurs sont invités à commenter sur les obligations non-tarifaires envisagées par l'Autorité.

Les obligations non tarifaires reprises par l'ARCEP dans son projet d'analyse de marché des terminaisons d'appel voix et SMS, sont les mêmes obligations mentionnées dans les précédentes analyses de marché, symétriques (à l'exception de l'obligation comptable pour les opérateurs fixes uniquement applicable à Orange) et n'apportent pas de commentaires de notre part.

Cependant sur l'obligation de publier une offre de référence de la part d'un opérateur fixe ou mobile pour la terminaison d'appel voix, Orange estime que le seuil de 1 million de clients à partir duquel l'opérateur doit publier une offre de référence, semble trop important. En effet avec l'arrivée de nouveaux entrants comme les Full-MVNO, il est apparu qu'il était parfois difficile d'obtenir une offre technique et tarifaire de terminaison d'appel voix conforme aux décisions de l'Autorité. Si tout nouvel arrivant devait publier une offre de référence allégée, cela faciliterait la contractualisation et la signature des conventions d'interconnexions réciproques.

Comme mentionné en réponse à la question n°6, Orange souhaite aussi que l'Autorité réaffirme clairement que l'obligation d'accès imposée à tous les opérateurs « *disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique (fixe ou mobile) de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination* » impose à ces opérateurs de proposer une offre et un contrat afférent, sous leur propre responsabilité, sans imposer le recours à un contrat ou à une architecture d'interconnexion utilisée par un acteur tiers pour le trafic destiné à ses clients.

Question 13 : Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur l'encadrement tarifaire envisagé par l'Autorité concernant la prestation de terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers.

La France est un des rares pays européens dans lequel les terminaisons d'appels SMS sont régulées et le tarif de terminaison d'appel SMS pratiqué par les opérateurs « historiques » en France (1 cent€/SMS) est aujourd'hui un des plus bas d'Europe et très inférieur à la moyenne des tarifs des terminaisons d'appels SMS pratiqués par les opérateurs européens qui se situe autour de 3 cent€/SMS.

L'abondance SMS est déjà, avec le niveau actuel de la terminaison d'appel SMS un standard du marché de détail. Les flux de trafic SMS entre opérateurs mobiles étant équilibrés, le niveau de la terminaison d'appel est a priori neutre pour chacun d'eux à la condition que les tarifs de terminaison d'appel soient symétriques.

Il doit rester cependant, quels que soient les coûts sous-jacents, suffisamment élevé pour que les opérateurs aient tous un intérêt à lutter contre les SPAM. En effet, plus le niveau de terminaison d'appel SMS est élevé, plus les opérateurs mobiles ont un intérêt propre à lutter contre les SPAM

émis par les cartes SIM qu'ils commercialisent, les campagnes de SPAM pouvant induire un ratio E/S (SMS entrant / SMS sortant) inférieur à 1 avec un déséquilibre des flux financiers en leur défaveur.

Compte tenu de ces éléments, si l'ARCEP maintenait la régulation par Price-cap du tarif de terminaison SMS, le niveau actuel de 1c€/SMS devrait être pris en compte comme un minorant pour le prochain cycle et ce, quels que soit les coûts sous-jacents.

S'agissant de la facturation des SMS en provenance de l'international, comme nous l'avons mentionné, imposer aux opérateurs français l'application de tarifs non symétriques aux opérateurs européens :

- créerait des transferts financiers indus entre les opérateurs de la communauté européenne,
- favoriserait le développement des SPAM par les passerelles internationales.

Les opérateurs français doivent pouvoir appliquer pour les SMS d'origine internationale vers leurs clients de détail une facturation sur une base symétrique et librement négociée.

Question 14 : Les acteurs sont invités à se prononcer sur la pertinence de fixer un encadrement tarifaire pluriannuel pour la prestation de terminaison d'appel SMS dite « Push » et le cas échéant à commenter les modalités de cet encadrement.

Comme développé précédemment, Orange ne considère pas que le marché de la terminaison d'appel SMS (Push comme interpersonnel) réponde aux critères qui doivent être remplis avant d'envisager une régulation ex-ante.

Sur le cycle en cours, le contrôle tarifaire de la terminaison d'appel dite « Push » n'a pas fait l'objet d'un encadrement tarifaire pluriannuel (à la différence de la terminaison d'appel SMS interpersonnel fournie aux opérateurs mobiles tiers). Pourtant les tarifs de terminaison d'appel Push SMS d'Orange (comme ceux de SFR et Bouygues) ont évolué à la baisse, la dernière baisse de -14,2% intervenue au 1er juillet 2012, faisant passer le tarif de la terminaison d'appel Push SMS d'Orange de 3,5 cent€ à 3 cent€/SMS, Orange ne facturait que les SMS effectivement remis aux abonnés mobiles (et non les SMS-Push déposés).

Parallèlement, l'offre proposée par Orange aux agrégateurs s'est enrichie fonctionnellement et en terme de qualité de service. Pour ce faire, Orange, à l'écoute des attentes des acteurs sur ce marché, a poursuivi ses investissements pour renouveler les équipements de réseaux, en plateforme d'accès, aux fins d'enrichir les services proposées aux agrégateurs et aussi de contrôler les dérives déontologiques liées à l'ouverture de nouveaux services, en particulier sur la modification du champ émetteur du SMS (appelé modification du champs OADC).

Orange considère donc que, les principes de symétrie étant rappelés, le marché est assez mûr pour s'autoréguler. Si toutefois l'ARCEP décidait de réguler les tarifs de la terminaison d'appel SMS-Push, elle devrait prendre en compte les éléments qui suivent.

[.....]

Pour préserver ce marché, ni les opérateurs ni les agrégateurs et éditeurs n'ont intérêt à baisser le niveau des tarifs en dessous de 3 cent€/SMS qui correspond au tarif de terminaison d'appel Push SMS des opérateurs Orange, SFR et Bouygues.

En effet, plus le niveau de la terminaison d'appel SMS-Push est faible, plus la rentabilité des campagnes de SPAM est élevée et plus le volume de Push SMS reçus par chacun des clients risque

d'atteindre un niveau tel qu'il pourrait limiter l'impact sur les clients ciblés de chacun des messages reçus, voire provoquer le rejet des consommateurs.

Quant à la nécessité de l'encadrement des frais fixes associés aux prestations connexes, Orange n'en voit guère la nécessité. Les montants facturés rémunèrent justement des coûts de gestion courante ou des prestations techniques (raccordements, les modifications diverses) nécessitant des interventions humaines et restent très modestes. Ces frais annexes (frais techniques de raccordement, frais d'accès au service, mise en service d'un numéro court, abonnement par numéro court selon le débit, modification du champ OAdC) ne représentent en effet que [...] des montants facturés par Orange aux agrégateurs.

Question 15 : Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le présent projet de décision, et notamment sur les parties pour lesquelles l'Autorité n'a pas posé de questions particulières aux acteurs.

L'écart des tarifs de terminaisons d'appel vocal (fixe et mobile) entre la France et les pays étrangers

Suite à la mise en application sur le marché français des nouveaux plafonds tarifaires des terminaisons d'appel vocal tant sur le fixe que sur le mobile, basés sur la recommandation de la Commission européenne du 7 mai 2009 (2009/396/CE), force est de constater une asymétrie importante avec les plafonds tarifaires des terminaisons d'appels voix tant fixe que mobile, pratiqués à l'étranger, tant au sein de l'Union Européenne qu'à l'extérieur de celle-ci.

Orange s'est livrée à un inventaire des différentes pratiques en matière de détermination des tarifs des terminaisons d'appels voix (source Cullen International) et à titre d'exemple, sur la terminaison d'appel voix fixe, à date, la situation est la suivante :

- seuls 5 pays appliquent un modèle de coût basé sur la recommandation européenne, modèle approuvé par la Commission Européenne (France, Danemark, Irlande, Bulgarie, Malte) ;
- 4 pays ont adopté le processus de fixation des tarifs des terminaisons d'appels suivant la recommandation du 7 mai 2009 mais dont le modèle notifié à la Commission européenne n'est pas encore approuvé par celle-ci, voire contesté par l'ORECE (République Tchèque, Pays-Bas, Royaume-Uni, Italie) ;
- 4 pays ont adopté le processus de fixation des tarifs des terminaisons d'appels préconisé par la Commission européenne, mais avec un modèle de coût non encore notifié à la Commission européenne et présentant des divergences tarifaires significatives avec le niveau tarifaire cible (Allemagne, Autriche, Espagne, Suisse).

En conclusion seuls 5 pays de l'Union Européenne sont aujourd'hui pleinement conformes à la recommandation du 7 mai 2009 concernant la terminaison d'appel fixe.

Un constat similaire pourrait être fait sur les terminaisons d'appel mobile même si les écarts constatés sont de moindre ampleur que pour les terminaisons d'appel fixe.

Cette situation pénalise les opérateurs français, et plus généralement l'économie de la France du fait des flux financiers déséquilibrés liés au trafic transfrontière. En outre, elle constitue un facteur de distorsion de concurrence au sein du marché unique européen.

Un tel niveau d'asymétrie n'a pas lieu de perdurer entre pays de l'Union européenne au-delà de l'année 2013, dans la mesure où les terminaisons d'appel devraient respecter dans tous les pays de l'Union la recommandation de la Commission, ce qui devrait conduire à des asymétries nulles ou de faible ampleur.

Certes, la Commission européenne tente d'agir sur ce sujet. Par exemple, en janvier 2013, la Commission a reçu notification de l'Autorité italienne (AGCOM), de son modèle pour la détermination des plafonds tarifaires des terminaisons d'appels, et elle a fait part de commentaires sur le niveau in fine des terminaisons tel qu'envisagé à la suite de la mise en œuvre d'une période transitoire avant que le modèle ne soit déployé. La Commission note dans son courrier de février 2013 que pour cette période transitoire les terminaisons vont être fixées à un niveau plus élevé que le niveau efficace, les opérateurs italiens bénéficiant alors d'un tarif pénalisant les autres opérateurs européens et par voie de conséquence des consommateurs, des autres États membres de l'Union Européenne.

Il est clair que de telles actions ponctuelles ne permettront pas de corriger globalement la situation avant plusieurs années. Il paraît donc important que l'ARCEP agisse de son côté sur ce sujet pour faire en sorte que les plafonds de terminaisons d'appel vocal fixe ou mobile imposés aux opérateurs français ne restent pas inférieurs à la plupart de ceux pratiqués dans les autres pays de l'Union européenne, et que les tarifs de terminaison applicables pour les flux transfrontières permettent de réduire voire faire disparaître le déficit financier de la France avec les pays étrangers dans ce domaine.

Une première solution serait de distinguer au sein du marché pertinent analysé, le marché de terminaison des appels d'origine domestique du marché de terminaison des appels d'origine internationale. A minima, les remèdes correspondant pourraient différer compte tenu de la différence d'impact de ces remèdes sur les marchés de détail en aval des marchés de gros analysés. Le plafond tarifaire reflétant les coûts incrémentaux pourrait par exemple n'être imposé que pour les appels d'origine domestique ou européenne et chaque opérateur français pourrait être libre d'appliquer les tarifs de terminaison de son choix pour le trafic venant de pays étrangers, notamment de pays hors Union européenne. Une telle liberté ne pourrait en pratique donner lieu à des majorations excessives compte tenu des moyens de contournement existant en la matière pour maquiller l'origine véritable du trafic.

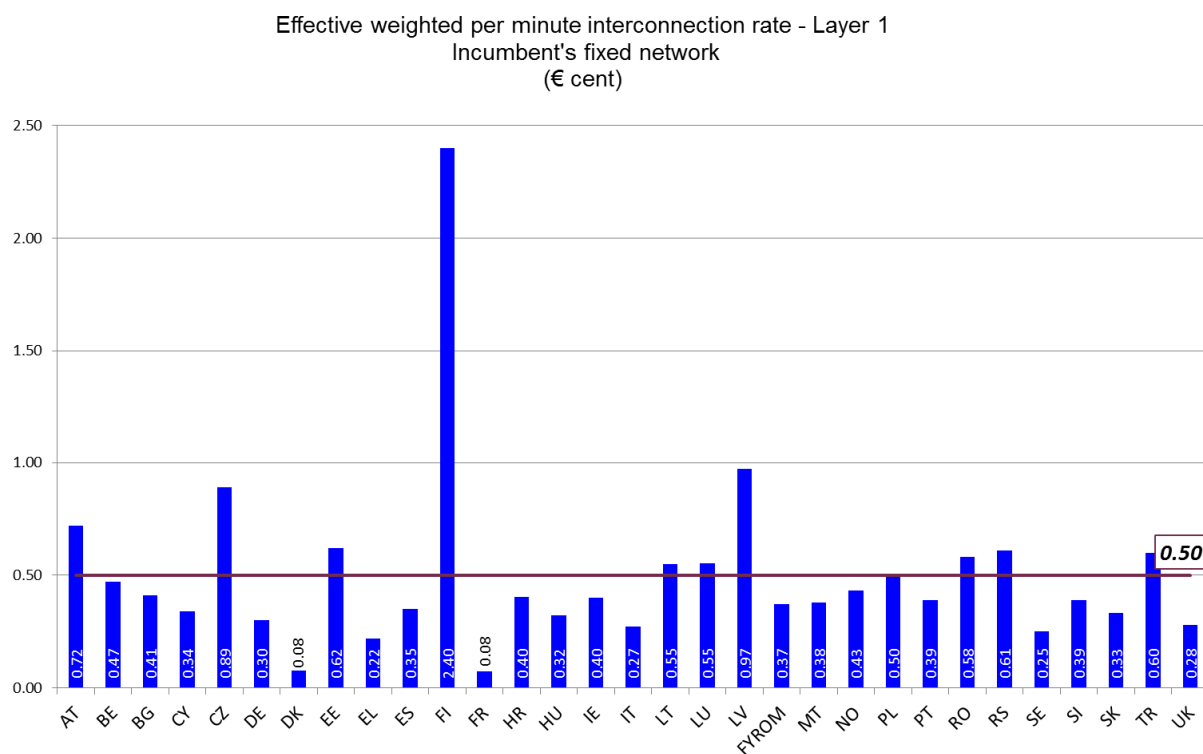
Une autre action possible serait que l'ARCEP tienne plus largement compte des résultats obtenus par les autres Autorités de régulation européennes dans leur exercice de détermination des plafonds tarifaires de terminaison d'appel applicables à un opérateur fixe ou mobile et ne s'appuie pas uniquement sur son propre modèle. Les résultats obtenus en la matière par les autres Autorités de régulation donnent de précieuses indications qui devraient être prises en compte, ce qui permettrait de réduire les écarts constatés.

Une autre action envisageable serait de s'appuyer sur un modèle commun à l'ensemble des pays de l'Union européenne afin d'obtenir des niveaux tarifaires cohérents au sein de l'Union. Cela pourrait par exemple être un travail mené par l'ORECE.

En conclusion, il semble donc possible d'améliorer la situation en la matière dans le prochain cycle d'analyse de marché. Orange invite l'ARCEP à agir en ce sens et est prête à collaborer activement avec l'Autorité sur ce sujet. En tout état de cause, Orange considère qu'une nouvelle baisse des plafonds de terminaison d'appel applicables sur le marché français devrait être exclue compte tenu de cette situation et du contexte général du marché français.

Annexe 1 : Comparaison des terminaisons d'appel vocal fixe en Europe.

Source : Berec, "Termination Rates Benchmark Snapshot (as of January 2013)".



Annexe 2 : Comparaison des terminaisons d'appel vocale mobile en Europe.

Source : Berc, "Termination Rates Benchmark Snapshot (as of January 2013)".

2. Charts:

Average MTR per country – January 2013

